

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPRB VALABREGUE

985. av Emile Lachaux
BP13
84500 Bollène

Références : D-00849-2025/LRAR N°2C 190 213 0565 0
Code AIOT : 0006400439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement SPRB VALABREGUE implanté 985. av Emile Lachaux BP13 84500 Bollène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPRB VALABREGUE
- 985. av Emile Lachaux – BP13 - 84500 Bollène
- Code AIOT : 0006400439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALABREGUE exploite une installation de fabrication de produits réfractaires sur la commune de Bollène.

Le site fonctionne au bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2523 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « Fabrication de produits céramiques et réfractaires » sous le régime de l'Autorisation.

L'établissement a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 juin 2004 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique.

Contexte de l'inspection :

Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 2 | Cessation d'activités | Code de l'environnement du 01/01/2025, article R.512-39-1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 4 | État des bâtiments et constructions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Décret du 11/10/2003, article 1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 3 | Rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société SPRB Valabrègue de respecter les dispositions des articles R.512-39-1 à 3 du Code de l'environnement, relatifs à la cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Décret du 11/10/2003, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois à compter de la notification de l'APMU du 29/12/2023 |
| Prescription contrôlée : <p>La colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement est modifiée conformément au tableau annexé au présent décret.</p> |
| Constats : <p>Pour rappel, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 29/12/2023 prescrivait à l'exploitant d'établir le bilan de sa situation administrative au regard de la législation ICPE.</p> <p>L'exploitant n'a pas donné suite à la demande formulée dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence, dans le délai imparti.</p> <p>Pour rappel, le site fonctionne au bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2523 de la nomenclature des ICPE « Fabrication de produits céramiques et réfractaires » sous le régime de l'autorisation. Le seuil de classement est fixé à 20 tonnes par jour ; en deçà de ce seuil, l'activité n'est pas classée.</p> <p>L'activité se résume aujourd'hui au malaxage des matières premières (l'argile arrive sur site déjà broyée) et le façonnage des briques sur deux postes de travail (univide et presse tournante). Les fours de cuisson ne sont plus exploités depuis de nombreuses années ; la cuisson des briques est réalisée chez un prestataire externe. En termes de personnel, l'exploitant emploie un contremaître en CDI et au plus, deux intérimaires pour les besoins de fabrication.</p> <p>À la suite de la visite d'inspection du 17/11/2025, par courriel du 10/12/2025, l'exploitant a transmis les données de production pour l'année 2025 (arrêtées à la semaine 49) ; il en ressort que le site a produit 119 tonnes de briques pour 63 jours de production, soit une production moyenne de l'ordre de 2 tonnes par jour. Par conséquent, l'activité n'est plus classée sous la rubrique 2523.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Cessation d'activités

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2025, article R.512-39-1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité |
| Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par</p> |

| |
|---|
| <p>une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Comme vu dans la fiche de constat précédente, au regard des données de production 2025, l'activité n'est plus classée sous la rubrique 2523.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il a reçu une commande qui devrait mener l'activité jusqu'au printemps 2026. Il n'a pas volonté de poursuivre l'activité au-delà. La capacité de production 2026 devrait être similaire à celle de 2025. L'exploitant estime qu'en l'état actuel, il peut produire au maximum 2 à 3 fois plus qu'en 2025, soit une production maximale de l'ordre de 6 t/jour.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure la société SPRB Valabrègue de déposer un dossier de cessation d'activité, conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 à 3 du Code de l'environnement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 3 : Réentions

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Pollution</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/12/2023. |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>(...)</p> |
| <p>Constats :</p> |

Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure, par l'arrêté préfectoral du 29/12/2023, d'équiper son stockage de gasoil d'une rétention correctement dimensionnée.
L'activité de fabrication de briques réfractaires n'étant plus classée, les dispositions susvisées ne sont plus applicables à l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des bâtiments et constructions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 5 mois à compter de la notification de l'APMU du 29/12/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

(...)

Constats :

Pour rappel, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 29/12/2023 prescrivait à l'exploitant de faire réaliser par un bureau d'étude compétent un diagnostic de solidité de la totalité des constructions, bâtiments et éléments de structures associés.

L'exploitant n'a pas donné suite à la demande formulée dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence, dans le délai imparti.

Au regard du projet d'arrêté de mise en demeure proposé dans la fiche de constat n°2, l'Inspection ne propose pas de sanctions supplémentaires vis-à-vis de cet écart. Le diagnostic et les éventuelles actions de remédiation seront traités dans l'étape de mise en sécurité de la procédure de cessation d'activité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois